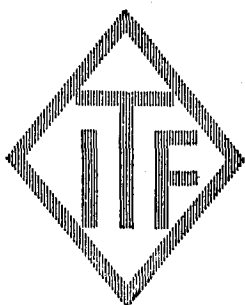




FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM WEST



N° 8

7ème année

Amsterdam, le 15 avril 1939

Le gouvernement suédois appuie-t-il des agissements nazis contre le Bureau international du Travail?

(I.T.F.) L'hospitalière Suède est un pays favori pour la tenue de congrès. Stockholm comme lieu de rendez-vous international est le rêve aussi bien des sociétés colombo-philiques que des organisateurs

de Six Jours cyclistes! Le gouvernement suédois a la courtoisie d'adresser une aimable invitation à chaque organisation qui demande l'autorisation de tenir des assises en Suède. Il est vrai que certains abusent de cette bienveillance.

Le gouvernement suédois a autorisé l'organisation nazie berlinoise "Freude und Arbeit" (Joie et Travail) à tenir en 1940 un congrès international dans le rouge Stockholm. Un impresario de sport -- à qui Berlin avait ^{fall} comprendre que comme agent des Nazis on peut gagner davantage qu'avec des matches de boxe -- avait mené les pourparlers. Le gouvernement suédois a ajouté foi aux affirmations de cet homme d'affaires lui assurant que le Congrès prévu n'avait aucun caractère politique.

Dans l'intervalle on est mieux renseigné sur le caractère véritable de l'organisation nazie "Joie et Travail" et les Nazis ont ouvertement fait connaître les desseins qu'ils nourrissent avec les assises de Stockholm. "Arbeitertum", l'organe central du Front allemand du Travail écrit sans ambages (dans son premier numéro d'avril) que le congrès "neutre" dans le progressiste Stockholm est destiné à devenir une démonstration contre le Bureau international du Travail. "Stockholm et Genève se trouveront ainsi face à face!"

Il est plus que temps que le gouvernement suédois qui repose sur les organisations ouvrières du pays, se dresse énergiquement contre ces manigances et déclare ouvertement: il n'y a pas de place en Suède pour des démonstrations contre les organisations syndicales et le Bureau international du Travail.

A présent des Tchèques sont déportés.

(I.T.F.) Des fonctionnaires des organes allemandes du placement de main-d'oeuvre ont fait des voyages en Bohême et en Moravie afin de s'occuper du transfert du convoi de main-d'oeuvre tchèque en Basse-Saxe où ils sont destinés à remplacer dans des industries "civiles" des travailleurs allemands "libérés" ainsi pour aller travailler dans les industries de guerre des "Hermann Göring Werke". Les 75

premiers Tchèques sont déjà arrivés à Northheim; on les a placés à Aderlebsen pour travailler dans les carrières de basalte". On peut se représenter avec quels sentiments les ouvriers tchèques sont allés en Allemagne, en lisant dans le "Kölnische Zeitung": " Venant de la gare les hommes traversaient la ville en chantant un chant populaire tchèque..." (Pour les rédactions voir "Kölnische Zeitung" du 9 avril 1939.)

La résistance des travailleurs (I.T.F.) Dans les industries allemandes affectées à la défense nationale, la résistance contre l'excès d'heures supplémentaires et les salaires insuffisants revêt des proportions de plus en plus vastes. Il y a toujours plus d'ouvriers qui se moquent des appels "patriotiques" des bellicistes nazistes, toujours plus qui pratiquent de la résistance passive, qui restent chez eux un jour entier pour dormir leur saoul, qui travaillent au rythme lent correspondant à leur maigre salaire. Pour des catégories ouvrières de plus en plus importantes, le mot d'ordre "rendement selon le bordereau de paye" devient une loi non écrite. Ce mouvement de résistance qui va s'amplifiant, crée de vives inquiétudes auprès des autorités car il entraîne dans les préparatifs de guerre des délais qui, dans des circonstances données, peuvent avoir une importance décisive.

Dans la Ruhr, les autorités nazies se sont vues obligées de faire afficher dans toutes les entreprises et dans tous les services un avertissement disant que tous les ouvriers et employés qui, "contrairement à leur devoir ne se présentent pas au travail, refusent d'accepter le travail dont on les charge ou ralentissent intentionnellement leur activité, sont passibles d'une peine de prison et d'une amende, d'un montant illimité".

Le fait qu'une pareille menace dû être affichée dans toutes les entreprises de la principale région industrielle allemande, est un indice de la faiblesse de la dictature nazie.

(Pour les rédactions: Le "Westfälische Landeszeitung" organe du parti nazi, a aussi reproduit dans son numéro du 2 avril l'avertissement dont il est question ci-dessus.)

La dictature exige un travail d'homme à un salaire de femme. (I.T.F.) Ces dernières années, l'emploi de femmes a en Allemagne augmenté dans des proportions considérables. De plus en plus, des femmes sont embauchées dans les industries de guerre où elles doivent accomplir les travaux les plus pénibles en remplacement de la main-d'oeuvre masculine appelée sous les drapeaux. Sans crier gare, on élimine des prescriptions de protection des ouvrières. Beaucoup d'ouvrières ont exigé qu'on leur paye pour le dur travail qu'elles doivent fournir le salaire intégral payé aux hommes et bien des employeurs se sont déclarés disposés à faire droit à ce désir dans le but d'éviter des troubles. Or, le ministre du travail vient à présent d'interdire formellement ce procédé. Dans une circulaire aux contrôleurs des salaires dans les différentes provinces allemandes, le ministre s'est expressément opposé à ce que des femmes "même lorsque leur travail est identique à celui d'un homme", touchent une rétribution égale à celle payée aux hommes. " La politique des salaires rend en tout cas impossible d'assimiler dans l'industrie métallurgique où des femmes travaillent en remplacement d'hommes les salaires de ces femmes au niveau de rétribution des hommes, actuellement très élevé ". On comprend qu'il faut que les Commissaires au travail cherchent à empêcher une augmentation des salaires payés aux femmes car autrement les ouvriers d'autres industries réclameraient qu'on leur paye des salaires égaux à ceux des ouvrières de l'industrie métallurgique. " Il faudra veiller à éviter que dans les industries où les salaires des hommes sont plus bas et où malgré cela, on exige des hommes un effort physique plus grand que dans l'industrie métallurgique, du mécontentement naisse du fait que les femmes touchent une rétribution pareillement élevée." (Circulaire ministérielle du 25 janvier 1939)

Le ministre du Travail d'Hitler n'a aucune objection à faire faire par des femmes le dur travail des hommes, mais il ne veut pas que celles-ci touchent une rétribution correspondante à leurs efforts. Cette réglementation a de quoi faire plaisir à bien des industriels, car, dans la majorité des industries allemandes, les femmes ne touchent que 55 à 60% des salaires des hommes. Aussi beaucoup d'entre eux s'empressent d'embaucher le plus de femmes possible. Afin de pouvoir réaliser par cet emploi de main-d'oeuvre féminine un maximum de bénéfice, certains industriels d'Allemagne centrale ont institué à l'intention des ouvrières mères de famille, des journées de travail commençant l'après-midi.

Terreur et réaction en Espagne. (I.T.F.) La dictature militaire du général Franco a institué dans toute l'Espagne des tribunaux militaires appelés à juger les combattants républicains ayant lutté en Espagne pour défendre les droits et la liberté contre les généraux insurgés. Le nouveau ministre de la Prévoyance Sociale vient d'abroger toutes les lois sociales qui avaient été mises en vigueur par le gouvernement républicain depuis le commencement de l'insurrection. Par un trait de plume on a annulé le commencement des réformes agraires, les améliorations dans la législation sur les heures de travail, les assurances sociales, les prescriptions sur la protection des femmes ainsi que le droit de regard reconnu au personnel dans l'administration des chemins de fer étatisés.

Salaires et vie chère en Italie (I.T.F.) La dictature fasciste italienne a financé l'agression contre l'Ethiopie, la guerre contre les ouvriers et paysans espagnols et le coup de force sur l'Albanie, par des méthodes inflationnistes et a fait payer aux travailleurs italiens des salaires dévalorisés par la hausse du coût de la vie.

Depuis l'entrée des troupes fascistes en Ethiopie, le coût de la vie a considérablement monté en Italie et les augmentations de salaires accordées aux travailleurs (après la dévaluation de la lire en octobre 1936) étaient tout à fait insuffisantes. Aussi un mécontentement général règne-t-il depuis longtemps dans les entreprises italiennes où toujours à nouveau des mouvements de protestation éclatent.

Avant la mobilisation contre l'impuissante Albanie, les autorités désiraient faire taire ce mécontentement et ont par conséquent ordonné, au début de mars, une augmentation partielle des salaires. Le salaire en espèces des ouvriers agricoles a été majoré de 6 1/2 à 8%, les ouvriers de l'industrie touchent eux, une augmentation, ne dépassant pas 10%, en incluant les augmentations accordées depuis le 1er janvier 1937. Le personnel des services publics et des services de transports concédés ne bénéficie que d'une augmentation de 8%. Avec cela, il convient de signaler que le coût de la vie a monté en Italie depuis fin 1936 non pas de 10%, mais de 25 à 30%. Même l'indice officiel du coût de la vie -- qui n'indique pas la hausse des prix véritables mais les fluctuations des prix maxima officiels, pour lesquels on ne peut guère se procurer de marchandises, accuse (selon le "Bollettino mensile di Statistica" du 21 mars) une hausse de 16,4% depuis décembre 1936.

Les promesses faites aux ouvriers qu'on ne tolérerait plus de hausses ultérieures des prix n'ont aucune valeur. Les prix continuent à monter. Avant même que les premières augmentations ne fussent payées, le "Lavoro Fascista", quotidien des organisations ouvrières fascistes écrit que "si, dans un temps plus ou moins rapproché, une augmentation des prix devait absorber l'avantage que constituent pour les travailleurs les augmentations de leurs salaires, il est évident que les budgets familiaux auraient à souffrir d'un injuste resserrement et le "pas en avant" décidé en serait totalement annulé".

La dictature fasciste espère que les fanfares de triomphe feront oublier l'estomac creux et que la conquête de l'Albanie consolera les ouvriers de leurs salaires dévalorisés par la hausse des prix.

Elle constatera qu'elle s'est trompée.

(Pour les redactions: "Il Lavoro Fascista" Nos du 10 et 18 mars 1939)

Le pain est de plus en plus mauvais en Italie. (I.T.F.) Les minoteries italiennes fournissent pour le pain bon marché populaire aux boulangers de la farine de qualité inférieure afin de pouvoir livrer plus de farine de qualité chère pour le pain de luxe, ainsi peut-on lire dans le "Lavoro Fascista" (du 17 février 1939). Il n'y a pas de quoi s'étonner que le pain confectionné avec cette farine de mauvaise qualité ne soit pas bon au goût et ne rassasie point. Dans le journal fasciste turinois, le "Maglio", une ouvrière écrit: "Prenons une famille de quatre personnes, qui a besoin de 1 1/2 kg de pain à lire: 1,90 par jour, dépensant par conséquent lires: 2,85; je suis convaincue que cette même famille pourrait avoir assez d'un kilo de pain à 2,40 meilleur, plus nourrissant et mieux utilisable lui assurant encore une économie de 45 centimes par jour."

Le journal officiel italien propose de supprimer le pain bon marché populaire et de le remplacer par un pain de bonne qualité, fut-il un peu plus cher. Même les fascistes préfèrent un pain mangeable plus coûteux au mauvais pain de propagande!

Démonstrations d'ouvriers sud-américains contre le fascisme. (I.T.F.) L'organe hebdomadaire des travailleurs des transports par eau de la côte occidentale des Etats-

Unis raconte (dans son numéro du 2 mars) que lorsque deux croiseurs italiens faisant une "tournee d'amitie" dans les pays de l'Amérique latine arrivèrent à Cuba, des milliers d'ouvriers se rassemblèrent près du port dans une tacite démonstration de protestation. Tous portaient un brassard noir en signe de deuil pour le sort des pays victimes des agressions fascistes. Des démonstrations du même genre eurent lieu dans plusieurs ports sud-américains. En Argentine, Equateur, Uruguay, Panama et Costa-Rica, la réception faite aux visiteurs ne pouvait laisser chez les officiers fascistes aucun doute quant à l'esprit de la population à leur égard. Lorsqu'on sut que les syndicats du port mexicain de Acapulco étaient en train de préparer une démonstration analogue, les croiseurs italiens interrompirent brusquement leur "tournee d'amitie". (Pour les rédactions: "Voice of the Federation" / de la Maritime Federation of the Pacific Coast, N° du 2 mars) organe

Le "miracle financier" allemand (I.T.F.) Dans un écrit sur le "miracle financier" allemand qui a suscité beaucoup d'intérêt en Allemagne, feu le professeur Prion/constate ouvertement que dans le pays de la communauté populaire nazie, se sont les masses qui doivent supporter la charge la plus lourde du réarmement. Il s'exprime avec éloge au sujet de "l'héroïsme en matière de salaire manifeste par les ouvriers, employés et fonctionnaires" (page 26) et il écrit: "Il ne faut pas oublier que le taux de l'impôt fortement majoré pendant la crise a été maintenu en vigueur... en raison des dépenses d'ordre politique nouvellement nécessitées (il s'agit des dépenses pour le réarmement et pour l'appareil terroriste). Attendu que les salaires ont été maintenus au bas niveau des années de crise," il en résulte pour les salariés et appointés un surplus de charges considérable, en comparaison des entreprises industrielles auxquelles la reprise économique a apporté des bénéfices et des revenus accrus" (page 91).

Les nouveaux riches allemands (ITF) Le Commissaire d'Hitler à Prague et orient "Heil Hitler". à Vienne qui est certes un témoin non suspect de partialité constate (dans l'édition viennoise du "Völkische Beobachter" du 26 mars): "Il n'est un secret pour personne qu'il existe une catégorie de gens qui, orient très fort "Heil Hitler" mais cela uniquement pour éviter que l'on n'entende sonner l'argent dans leurs poches".

Le "Völkische Beobachter" réclame (I.T.F.) L'inflation a à tel point grossi dans le paradis des Nazis une augmentation des prix du pain et de la viande. qu'il devient difficile pour le gouvernement --ainsi que le constate

le "Völkische Beobachter" dans son numéro du 9 avril --de maintenir l'interdiction de majorer les prix.

L'argent en circulation a augmenté dans une proportion plus importante que la production d'articles de consommation "attendu qu'il y a un excédent d'argent, les prix ont dû être augmentés. L'organe central du parti nazi s'élève contre les milieux qui veulent empêcher que par une augmentation des prix des produits agricoles, le coût de la vie soit augmenté. Il demande "dans les circonstances actuelles une augmentation des prix des produits agricoles" c'est-à-dire un renchérissement du pain, des pommes de terre, du lait, de la viande, des oeufs et des légumes--les salaires restant les mêmes.

Les fonctionnaires allemands veulent (I.T.F.) Afin de conjurer le mécontentement des fonctionnaires allemands, le ministre de l'Intérieur

passer dans l'industrie privée. Frick avait promis en été 1938 que les fonctionnaires toucheraient "prochainement" des indemnités de vie chère. L'accélération du réarmement, l'agression contre l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Lituanie ont toutefois à tel point aggravé le déficit du trésor public qu'il ne peut plus être question dans les premiers temps à venir d'indemnités de vie chère pour les fonctionnaires. C'est pourquoi bien des fonctionnaires tâchent de trouver dans l'industrie privée du travail mieux rétribué et demandent leur démission en renonçant à leurs droits à la pension. En janvier 1937, les Nazis ont de manière expresse confirmé le droit des fonctionnaires de quitter le service de l'Etat de leur plein gré. En même temps toutefois qu'on a annoncé aux fonctionnaires qu'il ne serait pas payé d'allocation de vie chère, on les a, pour commencer jusqu'en 1942, privés du droit de quitter le service de l'Etat. Les pouvoirs

publics en effet n'ont plus l'obligation de faire droit aux demandes de démission. En empêchant le passage dans l'industrie, on prive les fonctionnaires de l'unique possibilité qui leur restait de mener un mouvement pour la majoration de leurs traitements. La nouvelle mesure frappe particulièrement durement les fonctionnaires des services de travaux publics et de chemins de fer ainsi que le personnel enseignant des écoles techniques et les fonctionnaires du service des impôts.
(Pour les rédactions: Voir "Fascisme" du 28 juillet 1938.)

Les salaires des ouvriers agricoles en régime nazi. (I.T.F.) Les ouvriers agricoles allemands ressentent en général davantage encore que les autres catégories ou-

vrières, l'oppression de la réaction sociale nazie. Les salaires des ouvriers agricoles avaient été considérablement diminués pendant les années de crise économique 1931 et 1932. Malgré cela, les Nazis ont encore tâché, pendant les six années durant lesquelles ils ont été au pouvoir, d'empêcher par tous les moyens une amélioration générale des bas salaires des travailleurs agricoles et cela bien que la Corporation de l'Agriculture, l'organisation obligatoire pour tous ceux qui travaillent dans l'industrie agricole, ait réglementé d'une manière rigoureuse la vie dans les villages et par la fixation des prix, rendue sensiblement plus chère. /l'ait

Les ouvriers agricoles ne peuvent plus guère à l'heure qu'il est obtenir plus de lait ou de beurre que ne leur consent leur contrat comme paiement en nature. Chez les paysans contrôlés il y a même actuellement pénurie de lait et de beurre. Si l'ouvrier agricole veut s'acheter un surplus de ces produits il doit payer les prix du marché. Tenir des poules est devenu très difficile vu que le grain est devenu très coûteux. Quant à s'acheter des œufs, l'ouvrier agricole ne peut ainsi dire plus en obtenir qu'au prix de détail. Les travailleurs agricoles qui autrefois tiraient de l'élevage de quelques bêtes un important revenu, sont maintenant presque dans l'impossibilité d'avoir du bétail depuis qu'il a été interdit de se servir des céréales reçues comme salaire en nature pour nourrir les bêtes. Ce n'est que dans quelques districts à l'est de l'Elbe que la production agricole est si abondante que les ouvriers peuvent profiter des prix élevés en vendant par exemple leurs céréales. Les familles nombreuses doivent, même dans ces régions, encore s'acheter du pain en supplément.

Depuis que le drapeau à la croix gammée flotte dans les villages les prix ont augmenté davantage encore qu'en ville. Avec cela, les prix des vêtements et chaussures ont beaucoup augmenté--de 17% suivant l'indice officiel flatté-- et les mauvaises qualités font que l'usure est bien plus grande. Le pouvoir d'achat du mark a baissé davantage à la campagne que dans les villes.

Les salaires en espèces des ouvriers agricoles allemands auraient par conséquent dû être sensiblement relevés à l'effet de maintenir pour le moins le niveau de vie des années de crise économique. Les Commissaires du ministère du Travail nazi --qui imposent les taux de salaire après accord avec les organisations des propriétaires agricoles-- ont fait tout ce qu'ils ont pu pour empêcher une augmentation des ouvriers agricoles. Pour quatorze districts d'Allemagne nous disposons d'une statistique officielle de salaires, permettant des comparaisons avec des années précédentes: Dans quatre de ces districts les salaires contractuels de la catégorie la plus importante d'ouvriers, celle des ouvriers mariés rétribués partiellement en nature, sont encore plus bas que dans l'année de crise 1932! Dans six ils sont restés à peu près stationnaires malgré la hausse sensible du coût de la vie. Dans quatre autres districts, un si grand nombre d'ouvriers agricoles et de fils de paysans ont accepté du travail dans les fortifications et industries de guerre qu'on dut faire quelques concessions aux ouvriers agricoles restés.

Les Nazis avaient fait faire par le chef de l'organisation des ouvriers agricoles, l'actuel Statthalter du Mecklembourg, la promesse que dès qu'ils seraient au pouvoir, ils feraient augmenter jusqu'à au moins 2.000 marks le revenu annuel des ouvriers agricoles allemands. Naturellement cette promesse n'a pas été tenue. Le salaire le plus élevé figurant dans la plus récente statistique officielle sur la rétribution des ouvriers agricoles (parue en janvier 1939) est inférieur de 40% à la moyenne promise par les Nazis!

La statistique donne cependant une image trop favorable du développement des tarifs de rétribution des ouvriers agricoles. La statistique indique des paiements en nature, sans tenir compte du fait que des ordonnances ont interdit la remise de certaines rémunérations en nature

et qu'une compensation n'est donnée qu'en argent dévalorisé par le renchérissement de la vie ou en autres produits agricoles qu'il n'est guère possible de vendre. D'autre part, la statistique ne permet point de constater si des suppléments de salaire sont payés. Dans son dernier aperçu sur le mouvement des salaires dans l'agriculture, l'Office de statistique du Reich écrit que les salaires des ouvriers agricoles n'ont pas augmenté malgré la hausse du coût de la vie depuis la période de crise (1932): "Pendant la période de crise des ouvriers agricoles ont passé (pour l'assurance-invalidité) de la classe 3 (revenu hebdomadaire de 12 à 18 marks) dans la classe 2 (revenu hebdomadaire de 6 à 12 marks) et en partie, ils y sont restés. La classe 3 ne peut plus d'une façon aussi générale qu'autrefois être désignée comme celle des ouvriers agricoles allemands" (Bulletin trimestriel de statistique du Reich allemand, 46e année page III 98). Seulement quelques catégories restreintes d'ouvriers agricoles ont pu obtenir des augmentations de quelque importance.

Ce n'est qu'en profitant de la pénurie de main-d'oeuvre masculine dans les villages allemands, causée par les fréquentes mobilisations que des ouvriers agricoles--surtout des célibataires--ont pu obtenir des augmentations en menaçant de passer dans un autre emploi payant mieux. Ces augmentations qui parfois, contrebalançaient en quelque sorte le renchérissement du coût de la vie et l'augmentation des impôts, ne sont cependant payées que dans des cas individuels. Elles peuvent à tout moment être annulées et alors les travailleurs doivent se contenter du salaire contractuel insuffisant. Les autorités maintiennent intentionnellement les tarifs très bas pour permettre aux grands paysans et propriétaires fonciers de ramener, à la première occasion, le salaire de leurs ouvriers au bas taux contractuel. Vu que les ouvriers allemands savent que les sursalaires obtenus sont abolis dès qu'une mobilisation partielle a lieu, la désertion des campagnes se fait de plus en plus générale.

Ce printemps les autorités nazies ont à nouveau essayé d'enrayer ce mouvement par des mesures policières. On a interdit aux ouvriers agricoles et fils de paysans de s'employer sans l'autorisation de l'Office de placement autrement qu'aux travaux des champs. Toutefois, il n'est pas probable que ces mesures auront le succès voulu, aussi longtemps que dans les villages allemands les ouvriers agricoles doivent travailler plus dur à des conditions plus défavorables que pendant les pires années de crise économique. (Pour les rédactions: Nous nous sommes servis pour élaborer l'aperçu ci-dessus des régions typiques des différents districts sur la base de l'exemplaire statistique de la Fédération des ouvriers agricoles allemande, dissoute par les Nazis. Pour les changements du paiement en nature, nous avons adopté les méthodes de cette statistique. Toutes oscillations de moins de 5% ont été laissées hors de considération.)

Pourquoi on déserte les campagnes. (I.T.F.) Un gentilhomme campagnard de Pomméranie parle de "la revendication toute simple de nos ouvriers agricoles et forestiers: "Nous voulons nous, avoir le même revenu que les ouvriers de l'industrie". Les jeunes ouvriers notamment ne veulent plus laisser tomber cette revendication. Si elle n'est pas réalisée, il est à craindre que dans quelques années la moitié des demeures nouvellement construites à l'intention des ouvriers agricoles et forestiers, ne soient plus habitées." ("Deutsche Allgemeine Zeitung" 9 avril 1939)

La propagande nazie n'a pas de succès. (ITF) Fin 1938 les nazis ont ordonné à tous les employeurs allemands de congédier tous les éléments juifs et non-aryens. Vu qu'un petit nombre seulement des licenciés ont pu émigrer, des dizaines de milliers touchaient l'allocation de chômage dans les bureaux de placement juifs.--Entretemps le gouvernement allemand s'est dit qu'il est anti-économique d'embaucher des étrangers en remplacement d'ouvriers mobilisés, alors que des Juifs et non-aryens vont faire poinçonner leur carte de chômeur. C'est pourquoi le ministère du Travail a de nouveau permis (en mars 1939) d'embaucher en cas de nécessité des non-aryens. Dans les chantiers de construction de l'Etat, les éléments juifs sont casés dans des baraquements spéciaux et ne peuvent pas fréquenter la cantine. Dans les entreprises industrielles et commerciales, pareil isolement n'est cependant pas praticable. Dans plus d'un établissement, des Juifs ont même sous leurs ordres des équipes d'ouvriers et ouvrières "aryens". "Partout, on constate une solidarité tacite, mais très nette, du personnel avec les collègues juifs"--ainsi écrit la "Sozialistische Warte" (N°15). Les procédés nazis pour créer de la haine ont manqué leur but.-- Il va sans dire que la main-d'oeuvre juive sera de nouveau licenciée dès que la pénurie de main-d'oeuvre s'atténuera par une démobilisation partielle.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME

Les ouvriers des transports allemands doivent moins manger.

(I.T.F.) Les ouvriers d'une maison d'expédition du Nord d'Allemagne voulaient trouver à s'employer dans des

entreprises payant mieux. En vain la maison tenta de trouver des remplaçants prêts à travailler contre l'ancien salaire. Enfin, elle consentit à majorer les salaires de 3 à 5 marks par semaine. Vu qu'en Allemagne il faut (depuis l'été 1938) une autorisation du commissaire au travail pour accorder des augmentations la maison demanda l'autorisation voulue. Le Commissaire refusa de faire droit à la demande, recommandant à l'entreprise, qui avait signalé le danger que les ouvriers se placent ailleurs, d'afficher dans ses locaux la décision prise par lui. Dans cette décision le commissaire déclarait que l'expérience avait appris qu'un revenu plus élevé n'amenait pas les ouvriers à faire des économies mais que les travailleurs utilisaient chaque pfennig d'augmentation pour l'achat de vivres et de vêtements. Vu l'état actuel des stocks de matières premières et de devises (occasionné par le réarmement!) il fallait acheter avec mesure. On ne pouvait pas tolérer que l'Allemagne soit mise à sac. Qui ne comprenait pas cela, n'était pas un Allemand "national"

Vu qu'une attitude anti-nationale est passible du camp de concentration les travailleurs des transports en question ont dû s'incliner et continuer à travailler à des salaires qui permettent à peine de vivre avec le coût de la vie actuel.

(A peu près en même temps que cette décision du fonctionnaire du ministère du Travail le grand périodique économique allemand "Deutscher Volkswirt" écrivait: Aussi longtemps qu'à la suite du Plan quadriennal et du réarmement, il n'est pas possible sans difficultés notables de satisfaire aux besoins croissants de la consommation, c'est-à-dire aussi longtemps que les ouvriers ne peuvent pas, vu la pénurie de marchandises, s'acheter avec leur supplément de salaire ce dont ils ont besoin, il ne fallait pas payer en espèces aux travailleurs le salaire des heures supplémentaires et les suppléments du travail au pièces, mais inscrire ces sommes à leur crédit dans un carnet d'épargne dont ils ne peuvent pas disposer les premiers temps à venir. Le fait que cette publication paraissait en même temps que l'interdiction du Commissaire d'augmenter les salaires des travailleurs des transports sus-visés, permet de conclure que ledit Commissaire suivait, en prenant sa décision, une instruction du gouvernement. La dictature nazie veut empêcher que les ouvriers profitent de la conjoncture des aménagements et puissent mieux se nourrir et se vêtir.

La Reichsbahn désire annuler les mariages mixtes

(I.T.F.) La Reichsbahn qui a dû céder bien des ouvriers aux industries de guerre se plaint d'un manque de main-d'oeuvre. Malgré

cela, le ministre des Communications a à présent donné l'instruction que les ouvriers juifs ou devant être considérés comme race juive devront être congédiés sans préavis. Pour commencer on fait encore exception pour les invalides de guerre dont l'invalidité est d'au moins 40%. Au sujet de ces cas, un rapport doit être présenté au ministre. Quant aux ouvriers et ouvrières de sang allemand ayant épousé un Juif ou une Juive ou une personne à considérer comme tels, devront être congédiés en respectant le préavis. Dans les cas où la mesure serait particulièrement dure et dans ceux où le salarié en question a fait au moins 25 années de service, un rapport est à présenter au ministre. Sont à considérer comme des cas spécialement durs, ceux dans lesquels il s'agit de personnes anciens-combattants ou invalides de guerre ou encore de personnes ayant joué un rôle actif dans le mouvement nazi ou bien ayant de longues années de présence à la Reichsbahn et s'étant bien conduits pendant ce temps.

On a déjà fait savoir à plusieurs ouvriers dont la femme est juive qu'ils seraient licenciés du service à moins de divorcer.